

## Statement on Behalf of Israel-based Progressives and Peace Activists

### Regarding Debates over Recent Events in Our Region

Tribune publiée mondialement, le 25 octobre, dont en France dans *Le Nouvel Obs*

Une centaine d'intellectuels israéliens dont Aviad Kleinberg son premier signataire qui nous a autorisé à la reprendre.

Liste des signataires : <https://www.philosophy-world-democracy.org/articles-1/statement-on-behalf-of-israel-based-progressives-and-peace-activists>

We, Israel-based academics, thought leaders and progressive activists committed to peace, equality, justice, and human rights, are deeply pained and shocked by the recent events in our region. **We are also deeply concerned by the inadequate response from certain American and European progressives regarding the targeting of Israeli civilians by Hamas, a response which reflects a disturbing trend in the global left's political culture.**

On October 7, 2023, Hamas launched an unprecedented attack that included mass murder of innocent civilians in their homes, indiscriminate violence towards women, the elderly, and children, and mass kidnappings of Israeli citizens. Entire families were wiped out in this carnage, whole communities were reduced to ashes, bodies were maimed, infants were massacred. It is impossible to overstate the damage caused by these events, both on a personal and a collective level. The traumatizing events of that Saturday in October will leave a lasting mark on our hearts and memories.

As expected, in response to Hamas's actions, the State of Israel launched a massive military operation in Gaza, resulting in a higher death toll than anything we have witnessed heretofore. **This cycle of aggression severely undermines our long-standing struggle against oppression and violence and in pursuit of full rights and equality for all residents of Israel-Palestine. At this moment, more than ever, we need support and solidarity from the global left, in the form of an unequivocal call against indiscriminate violence towards civilians on both sides.**

Many of our peers worldwide have expressed strong opposition to Hamas's attack and have offered unambiguous support for its victims. Prominent voices in the Arab world, too, have made it clear that there is no justification for sadistic murder of innocent people. **However, to our dismay, some elements within the global left, individuals who were, until now, our political partners, have reacted with indifference to these horrific events and sometimes even justified Hamas's actions.** Some have refused to condemn the violence, claiming that outsiders have no right to judge the actions of the oppressed. Others have downplayed

the suffering and trauma, arguing that Israeli society has brought this tragedy upon itself. Yet others have shielded themselves from the moral shock through historical comparisons and rationalization. And there are even those – no small number – for whom the darkest day in our society's history was a cause for celebration.

This array of responses surprised us. **We never imagined that individuals on the left, advocates of equality, freedom, justice, and welfare, would reveal such extreme moral insensitivity and political recklessness.** Let us be clear: Hamas is a theocratic and repressive organization that vehemently opposes the attempt to promote peace and equality in the Middle East. Its core commitments are fundamentally inconsistent with progressive principles, and thus the inclination of certain leftists to react affirmatively to its actions is utterly absurd. Moreover, there is no justification for shooting civilians in their homes; no rationalization for the murder of children in front of their parents; no reasoning for the persecution and execution of partygoers. Legitimizing or excusing these actions amounts to a betrayal of the fundamental principles of left-wing politics.

**We emphasize: there is no contradiction between staunchly opposing the Israeli subjugation and occupation of Palestinians and unequivocally condemning brutal acts of violence against innocent civilians. In fact, every consistent leftist must hold both positions simultaneously.**

The seventh of October is a dark day in the history of Israel-Palestine and the lives of the peoples of this region. Those who refuse to condemn Hamas's actions do immense damage to the prospects of peace becoming a viable, relevant political option. They weaken the left's ability to present a positive social and political horizon, turning it into an extreme, narrow, and alienating political force. **We call on our peers on the left to return to a politics based on humanistic and universal principles, to take a clear stance against human rights abuse of any form, and to assist us in the struggle to break the cycle of violence and destruction.**

## Gaza : « briser le cercle vicieux de la violence » (Josep Borrell)

Jean-Guy Giraud

Ancien président de l'UEF France, animateur du blog « Les amis du traité de Lisbonne »



Dans un message personnel repris par la presse, Josep Borrell s'émeut de la situation actuelle du **conflit israélo-palestinien** et de la catastrophe humanitaire en cours. Il s'efforce de discerner les possibles voies de sortie de la crise ainsi que le rôle que pourrait/devrait jouer l'UE pour favoriser une solution.

Au-delà des hésitations et des divisions qui paralysent le Conseil, tétanisé par des pressions internes et externes, le **Haut Représentant/Président du Conseil et Vice-Président de la Commission appelle en priorité à un "cessez le feu"** (ou une "pause" ou une « trêve ») pour arrêter les tueries au sein de la population civile palestinienne et pour obtenir la libération des otages israéliens.

Nous proposons la lecture de ce texte car il émane d'un haut responsable qui - à l'instar de son compatriote **Antonio Guterres**, Secrétaire Général des NU - s'efforce de faire entendre la voix de la raison et de l'humanité en « **brisant le cercle vicieux de la violence** ». Leur position est courageuse, leurs voix sont isolées mais, pour cela même, méritent d'être écoutées sinon entendues.

Ils sont pleinement dans leur rôle en rappelant les lois humanitaires élémentaires et en prévenant du risque d'extension régionale du conflit. Ce faisant, ils tentent aussi de sauver l'honneur de leurs organisations respectives.

### ***Ce que l'Union défend à Gaza et dans le conflit israélo-palestinien – Par Josep Borrell***

Quarante jours après le 7 octobre, comment articuler un positionnement européen pour la paix ?

Europe est cernée par une multitude de crises. À notre frontière orientale, le feu de la guerre brûle depuis près de deux ans. Le peuple ukrainien, soutenu par l'Europe, se bat avec beaucoup de courage, mais la perspective d'une victoire sur la Russie reste lointaine.

Et le 7 octobre dernier, la guerre a repris au Moyen-Orient. L'effroyable attaque terroriste du Hamas, que nous avons immédiatement condamnée dans les termes les plus nets, a ravivé un cycle de violence qui s'est transformé en une tragédie humanitaire à Gaza.

Face à la guerre contre l'Ukraine, l'Europe a fait preuve d'unité et s'est rapidement montrée à la hauteur de ses responsabilités. L'Union européenne a soutenu massivement l'Ukraine économiquement et militairement, et nous continuerons à le faire aussi longtemps qu'il le faudra.

Les deux conflits sont très différents par leurs causes et leurs acteurs. Ils sont cependant également liés. Principalement parce que nous sommes souçonnés d'appliquer deux poids deux mesures en matière de droit international entre l'Ukraine et Israël-Palestine, en particulier par des pays de ce qu'on appelle le « Sud Global ». Nous devons démontrer par nos paroles et nos actes que cette accusation est fautive.

L'influence de l'Europe dans le monde repose en effet principalement sur notre « soft power ». Nous avons une économie développée et nous avons pris des mesures pour renforcer nos capacités de défense, mais nous ne sommes pas encore véritablement une grande puissance. Notre influence dans le monde dépend principalement de la cohérence avec laquelle nous défendons les valeurs et les principes universels. Nous, Européens, nous devons être parmi les gardiens du droit international et humanitaire. C'est pourquoi nos partenaires dans le monde — et nos rivaux — suivent de près les positions que nous adoptons sur les développements dramatiques en cours au Moyen-Orient.

Le conflit à Gaza est le résultat d'un échec politique et moral collectif, dont les peuples israélien et palestinien paient aujourd'hui le prix fort. Ce prix continuera d'augmenter si nous n'agissons pas. Il découle en effet de l'incapacité de la communauté internationale à résoudre la question israélo-palestinienne. Depuis des décennies, celle-ci a soutenu formellement la solution des deux États, mais elle n'a pas mis en place la feuille de route qui permettrait d'y parvenir.

Le fond du conflit israélo-palestinien est un problème national : celui de deux peuples qui ont le droit légitime d'exister sur la même terre. Il leur faut donc partager cette terre. Il y a trente ans, au moment d'Oslo, Israéliens et Palestiniens s'étaient mis d'accord sur la manière de la partager. Mais cet accord n'a pas été mis en œuvre. Et depuis, dans les deux camps, les forces du déni n'ont cessé de progresser sous l'effet de l'orgueil démesuré des uns et du désespoir des autres.

Le texte du message de Josep Borrell est à lire sur *Le Grand Continent* :

<https://legrandcontinent.eu/fr/2023/11/15/ce-que-lunion-defend-a-gaza-et-dans-le-conflit-israelo-palestinien/>

## Transformons Israël en un État fédéral unique

Thomas Guénolé

Politologue (PhD), membre du conseil scientifique de l'Union des fédéralistes européens (UEF France)

Publié par la *Revue parlementaire*, le 20 octobre 2023

Avec leur aimable autorisation

Le conflit israélo-palestinien déchaîne une fois de plus en France les passions. Cependant la plupart des interventions se bornent à soutenir un camp, opiner, polémique, ou jeter des anathèmes. L'on songe à Shakespeare : « C'est une histoire dite par un idiot, pleine de bruit et de fureur, et qui ne signifie rien ». Le rôle de l'intellectuel engagé est peut-être de prendre parti dans les grandes querelles de son temps, comme Sartre, quitte à souvent se fourvoyer, comme Sartre également. Mais l'intellectuel engagé ne doit-il pas surtout être un éclaircisseur ? Ne doit-il pas avant tout proposer des chemins pour la résolution des grands problèmes de son époque, en particulier auxquels on n'aurait pas ou pas encore assez pensé ? Ce plaidoyer en faveur de la création d'un État fédéral unique d'Israël-Palestine est écrit dans ce but et dans cet état d'esprit.

Je ne suis ni le premier ni le seul à proposer la création d'un État fédéral unique d'Israël-Palestine pour résoudre le conflit israélo-palestinien. Cette idée a déjà été proposée ou soutenue par des intellectuels engagés tels que Noam Chomsky et le théoricien littéraire palestinien Edward Said, pour ne citer que les plus célèbres.

### Commençons par éliminer les arguments erronés.

L'argument du droit historique à habiter cette terre, omniprésent dans les deux camps, est faux, et à vrai dire absurde, pour quiconque s'intéresse à l'Histoire même superficiellement. En effet, en l'espace des trois derniers millénaires, tout ou partie du territoire actuel d'Israël-Palestine aura été tour à tour israélien, judéen, babylonien, perse, macédonien, séleucide, hasmonéen, romain, byzantin, arabe, croisé, mamelouk, ottoman, palestinien sous mandat britannique, et enfin israélo-palestinien aujourd'hui. La légitimité historique à exercer sa souveraineté sur cette terre pourrait donc de nos jours aussi bien être invoquée par la Turquie, l'Irak, l'Égypte ou encore la Grèce.

L'argument « j'étais là avant », également omniprésent dans les deux camps, ne résiste pas davantage à un examen rationnel. D'une part, s'il était pris vraiment au sérieux, il ouvrirait lui aussi des droits sur cette terre à divers États d'aujourd'hui, en tant qu'héritiers des royaumes et empires que je viens d'énumérer. D'autre part, en l'état actuel des connaissances scientifiques, l'espèce humaine (*Homo sapiens*) est apparue sur le territoire de l'Éthiopie actuelle voici quelque 200 000 ans et de là, a colonisé la Terre entière. Il s'ensuit que si nous admettons l'argument de l'antériorité de peuplement, alors la souveraineté du territoire d'Israël-Palestine, et accessoirement du monde entier, devrait revenir à l'Éthiopie.

Cette rapide démonstration par l'absurde suffit à prouver que l'invocation du droit historique à habiter cette terre, ou toute terre d'ailleurs, relève de l'ineptie.

L'argument du droit international, raisonnable de prime abord, se révèle inopérant, car quoi qu'il dise, le droit n'existe dans les faits que si une force contraignante y veille. Or, Israël ne reconnaît pas la compétence du seul tribunal international compétent pour trancher les litiges territoriaux entre États et dont les décisions sont contraignantes : la Cour internationale

de justice, principal organe judiciaire des Nations Unies. Invoquer la résolution 181 de l'Assemblée générale des Nations unies de 1947, qui recommanda le partage de la Palestine en deux États, l'un juif et l'autre arabe, ou la 4<sup>e</sup> Convention de Genève de 1949, dont les deux camps ont de toute façon des interprétations diamétralement opposées, constitue donc une perte de temps.

Pour qu'une résolution du conflit israélo-palestinien soit viable, quelle que soit sa teneur, il est indispensable d'écarter des négociations et des prises de décisions tous les extrémistes religieux, qu'ils soient musulmans ou juifs.

Eux aussi omniprésents, les arguments religieux ne tiennent pas debout, quels qu'ils soient. Je pense par exemple à la croyance en une terre promise, en une ville sainte, en des lieux saints, ou en une guerre judéo-arabe supposément inévitable et qui précéderait de peu la fin des temps. Car de deux choses l'une : dieu existe, ou dieu n'existe pas. Si dieu existe, il est ridicule de croire que le créateur tout-puissant de l'univers entier aurait une préférence ou un avis quant au sort d'un bout de terre de qualité très médiocre, grand comme deux fois la Corse, où vit 0,18 % de l'humanité, sur une planète d'un système solaire mineur, en banlieue d'une galaxie elle-même perdue parmi au moins 100 milliards d'autres. Et si dieu n'existe pas, par définition tout argument religieux tombe : or, scientifiquement parlant, en l'absence de la moindre preuve de son existence, dieu n'existe pas jusqu'à preuve du contraire. Dans les deux cas, tous les arguments religieux peuvent être éliminés de la réflexion.

Plus largement, pour qu'une résolution du conflit israélo-palestinien soit viable, quelle que soit sa teneur, il est indispensable d'écarter des négociations et des prises de décisions tous les extrémistes religieux, qu'ils soient musulmans ou juifs.

Les colons juifs en Cisjordanie sont souvent des extrémistes, croyant fervemment qu'en vertu de la Torah, la totalité de la terre d'Israël-Palestine doit devenir terre de peuplement juif. Le Hamas quant à lui est une organisation expressément islamiste : sa Charte prévoit d'instaurer en Palestine un État islamique et prétend qu'il existerait un complot juif mondial, citant sur ce point ...les Protocoles des Sages de Sion. Par définition, aucune discussion, aucun débat, aucune négociation, n'est possible avec des fanatiques et des extrémistes religieux. De leur point de vue, ils n'ont pas une simple position parmi d'autres dans un débat ou une négociation politique : leur dieu l'a dit, leur dieu le veut, donc aller contre eux revient à aller contre la volonté du créateur tout-puissant de l'univers et par conséquent, il n'y a rien à discuter.

En Israël, le poids démesuré des extrémistes religieux dans les choix politiques relatifs à la question palestinienne s'explique d'abord par le mode de scrutin à la Knesset. La proportionnelle intégrale donne aux petits partis, par définition marginaux, le pouvoir énorme de partis-pivots des

majorités parlementaires, en conséquence de quoi des partis nains d'extrémistes religieux peuvent à eux seuls bloquer la résolution du conflit sur des bases autres que leur fanatisme. Changer le mode de scrutin, par exemple en introduisant tout simplement un seuil de 10 % des voix pour avoir droit à des sièges, suffirait à éliminer ce problème. En Palestine, les fanatiques religieux sont essentiellement au Hamas. Or, par définition, aucune paix n'est possible tant que le fanatisme religieux armé existe. Résoudre le conflit israélo-palestinien requiert donc, quoi qu'il en coûte, le démantèlement du Hamas, l'arrestation de ses dirigeants, et son désarmement intégral. L'armée d'Israël en a très largement les capacités.

Il convient en outre d'écarter les projets et préconisations irréalistes et impraticables.

Remettre en cause le droit à l'existence de l'État d'Israël, position politique sous-jacente à l'emploi de l'expression « entité sioniste » pour désigner Israël, revient à proposer de jeter à la mer plus de 7 millions de juifs israéliens, ce qui relèverait de l'abomination pure et simple. Symétriquement, nier le droit des Palestiniens à un État équivalait à projeter soit de les parquer dans un équivalent des bantoustans de l'apartheid sud-africain, soit de jeter à la mer, cette fois, plus de 5 millions de Palestiniens.

La célèbre « solution à deux États », bien que clé de voûte des accords d'Oslo et plus largement du processus de paix israélo-palestinien, n'est en réalité pas viable.

Il suffit pour s'en convaincre d'examiner même rapidement la carte de « l'archipel de Palestine orientale » inventée par Julien Bousac, qui présente la Cisjordanie en remplaçant toutes les terres aux mains d'Israël par de l'eau.

Un simple coup d'œil suffit pour comprendre qu'en pareille situation d'extrême émiettement, dès lors que nous refusons évidemment des déportations massives de populations juives ou palestiniennes, alors, un État palestinien unique est matériellement impossible.

Plutôt que deux États dont l'un, la Palestine, serait vite mort-né pour cause de non-viabilité territoriale, la résolution rationnelle du conflit passe donc par la création d'un seul État fédéral d'Israël-Palestine, composé d'États fédérés, eux-mêmes délimités selon le double critère du peuplement

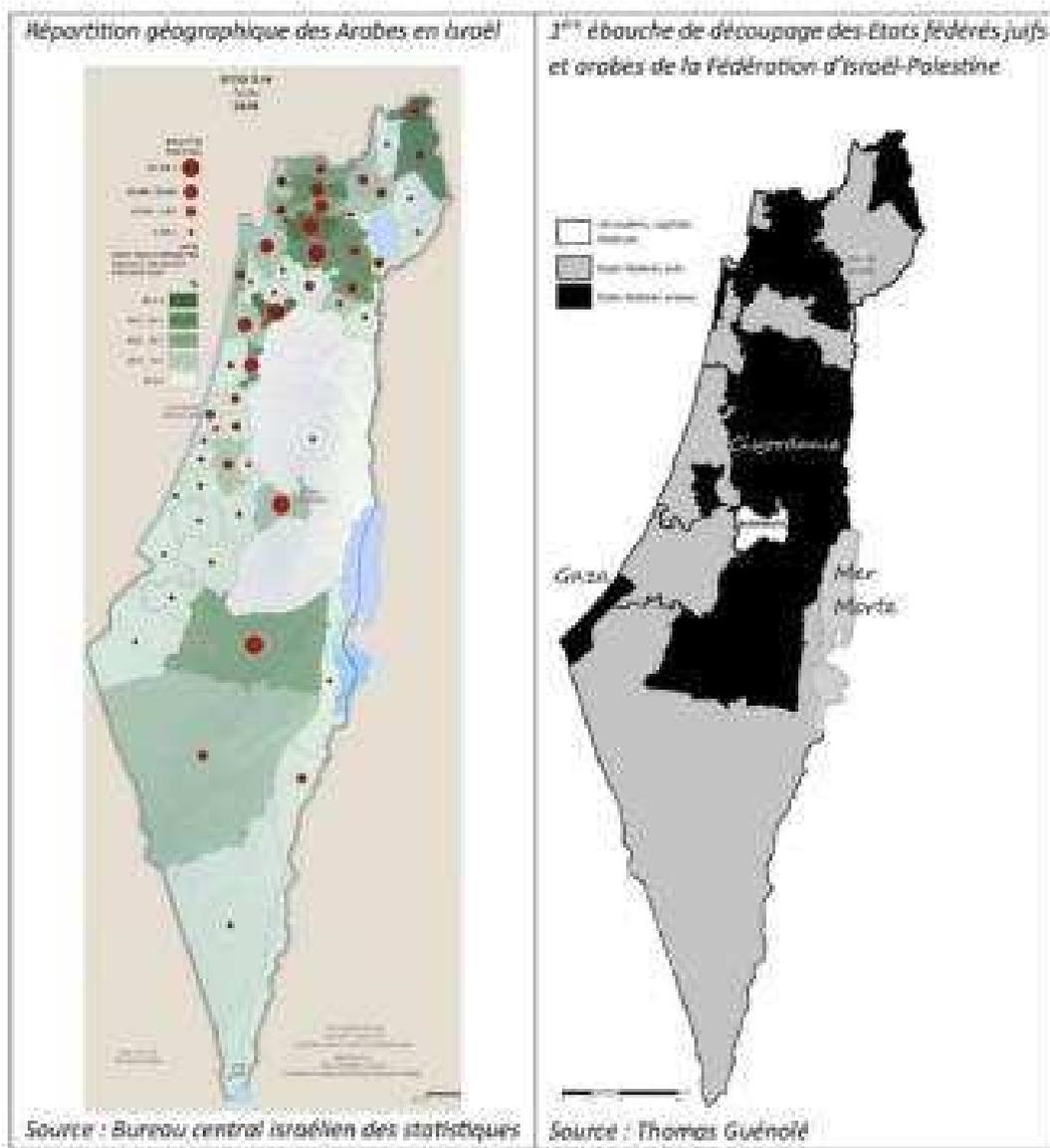


Source : *Le monde diplomatique*

majoritaire soit juif soit arabe, et de la continuité territoriale. Jérusalem en serait la capitale fédérale. De surcroît, sur le modèle de la Belgique, deux Communautés, l'une juive et l'autre arabe, s'occuperaient de la culture et de l'éducation dans tous les États fédérés de leur identité culturelle.

La carte de la répartition géographique des Arabes dans 50 subdivisions de l'État d'Israël (donc hors territoires palestiniens), établie par le Bureau central israélien des statistiques, permet d'imaginer une première ébauche du découpage le plus rationnel de ces États fédérés, en insistant sur le fait qu'il ne s'agit que d'une première ébauche.

Cette nouvelle organisation de l'État, des institutions et du territoire nécessitera de couper la poire en deux concernant les



fédérés, à raison d'un siège par État (un seul siège commun pour les 6 cités-États fédérées juives de Cisjordanie) ; et une chambre pour représenter la population entière, élue par scrutin de listes à la proportionnelle. Chaque ministère fédéral sera codirigé par deux ministres, l'un juif et l'autre arabe. Le gouvernement sera lui aussi codirigé par deux présidents d'Israël-Palestine, l'un juif et l'autre arabe. Sur le terrain, la police fédérale et l'armée incluront uniquement des unités mixtes, composées de juifs et d'arabes à parité. Jérusalem, capitale fédérale, et donc entièrement territoire simultanément juif et arabe, sera gouvernée par un conseil municipal élu statutairement, composé de juifs et d'arabes à égalité, coprésidé par un juif et un arabe. Bâtir la Fédération d'Israël-Palestine est possible.

Ce n'est pas plus irréaliste que, par exemple, le lancement de la construction européenne, avec pour moteur le couple franco-allemand (Robert Schuman et Konrad Adenauer en 1950), dix ans à peine après l'invasion de la France par l'Allemagne nazie. La principale raison pour laquelle nous ne le faisons pas déjà, réside dans la place et le temps de parole bien trop grands que nous accordons aux fanatiques et aux extrémistes religieux des deux bords. Or, dans leur vaste majorité, les aspirations profondes des juifs et des Arabes d'Israël-Palestine se résument au fond à ces quelques mots de John Fitzgerald Kennedy : « Nous respirons tous le même air. Nous sommes tous attachés à l'avenir de nos enfants. Et nous sommes tous mortels ». Il est grand temps d'unir le consensus raisonnable des hommes et des femmes de bonne volonté.

colonies juives en Cisjordanie. Les colonies comptant moins de 10 000 habitants, c'est-à-dire toutes sauf 6, devront être démantelées et évacuées pour préserver la continuité territoriale de l'État fédéré arabe de Cisjordanie. En revanche, les 6 villes juives ayant déjà dépassé les 10 000 habitants, dont notamment Modi'in Illit (81 000 habitants, l'équivalent de Versailles), et Beitar Illit (63 000 habitants, l'équivalent de Quimper), pourront devenir autant de cités-États fédérées juives.

L'État fédéral sera compétent uniquement pour le régalien : la diplomatie, l'armée, la police, la justice, et battre monnaie. Le Parlement israélo-palestinien sera classiquement composé de deux chambres : une chambre pour représenter les États

## Israeli Democracy Is Fighting for Its Life

---

Yuval Noah Harari

Abridged version of the article that was originally published on *The Financial Times* on July 23 2023

Published by *The Federalist Debate* 2023, Issue 3

Just before we went to press, Israel suffered a large-scale terrorist attack by Hamas. Therefore, the title of this article, regrettably, also takes on another meaning. We will return to the new war in the Middle East in the next issue. But we cannot help but remark that the atrocities experienced on 7 October can be understood only in the framework of the Israeli oppressive policy towards the Palestinian people. *The Federalist Debate*

To understand events in Israel, there is just one question to ask: What limits the power of the government? Robust democracies rely on a whole system of checks and balances. But Israel lacks a constitution, an upper house in the parliament, a federal system, or any other check on government power except one – the Supreme Court. This Monday [July 24, 2023, *Transl. Note*], the Netanyahu coalition plans to pass the first in a series of laws that will neutralize the Israeli Supreme Court. If the government succeeds, it will gain unlimited power.

The Netanyahu coalition has already disclosed its intention to pass laws and pursue policies that will discriminate against Arabs, women, LGBTQ people and secular citizens. Once the Supreme Court is out of the way, nothing will remain to stop the coalition. In such a situation, the government could also rig future elections, for example by banning Arab parties from participating in the elections – a step already proposed in the past by coalition members. Israel will still hold elections, but these elections will become an authoritarian ritual rather than a free democratic contest.

Government members openly brag about their intentions. They explain that since they won Israel's last elections, it means they can now do anything they want. Like other authoritarian forces, the Israeli government doesn't understand what democracy means. It thinks that democracy is majority dictatorship, and that those who win democratic elections are thereby granted unrestricted authority. In fact, democracy means freedom and equality for all. Democracy is a system that guarantees all people certain liberties, which even the majority cannot take away.

The establishment of a dictatorship in Israel would have grave consequences not only for Israeli citizens. The ruling coalition in Israel is led by messianic zealots who believe in an ideology of Jewish Supremacy. This ideology calls to annex the Occupied Palestinian Territories to Israel without granting citizenship to the Palestinians, and ultimately dreams of building a new Jewish Temple instead of the Al Aqsa Mosque. These zealots now command one of the most formidable military machines in the world, armed with nuclear bombs and advanced cyber-weapons. For decades Prime Minister Netanyahu warned the world about the dangers posed by a fundamentalist regime armed with nuclear capabilities. Now Netanyahu is establishing exactly such a regime in Israel. A fundamentalist

dictatorship in Israel could set fire to the entire Middle East, with consequences that will reverberate far beyond the region. It would be incredibly stupid of Israel to do something like that, but as we learned from the Russian invasion of Ukraine, we should never underestimate human stupidity.

The good news is that in recent months a powerful resistance movement has emerged to save Israeli democracy. Rejecting the ideology of Jewish Supremacy, and connecting to ancient traditions of Jewish tolerance, hundreds of thousands of Israelis have been resisting the Netanyahu government in every nonviolent way we know. Since Friday, more than 10,000 army reservists – including hundreds of air force pilots, cyberwarfare experts, and commanders of elite units – have publicly declared that they will not serve a dictatorship, and that they will therefore suspend their service if the judiciary overhaul continues.

In a country that emerged from the ashes of the Holocaust, and that has faced existential risks for decades, the army has always been off-limits in political controversies. This is no longer the case. Former chiefs of the Israeli army, air force, and security services have publicly called on soldiers to stop serving. The Netanyahu government tries to depict this as a military coup, but it is the exact opposite. Israeli soldiers aren't taking up arms to oppose the government – they are laying down their arms. They explain that their contract is with the Israeli democracy, and once democracy expires – so does their contract.

The feeling that the social contract has been broken has led universities, labor unions, hi-tech companies and other private businesses to threaten going on strike if the government continues with its antidemocratic power-grab. It has also caused investors around the world to pull money out of Israel. Worse may lay ahead. Government members call the demonstrators and army reservists "traitors", and demand that force be used to crash the opposition. Israelis worry that we might be days away from civil war.

But the hundreds of thousands of Israelis that are protesting in the streets feel we have no choice. It is our duty to ourselves, to Jewish tradition, and to humanity to prevent the rise of a Jewish Supremacist dictatorship. We are standing in the streets, because we cannot do otherwise. Please stand with us, and help us save Israeli democracy.